

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2007

L'EMPLOI GARDE LE CAP

Au 2^{ème} trimestre de 2007, la croissance du PIB s'est limitée à +0,3 %. Ce ralentissement de l'activité s'est pourtant accompagné de créations d'emploi salarié toujours dynamiques dans le secteur marchand (+54 000, après +109 000 au 1^{er} trimestre). Les destructions de postes dans l'industrie se sont poursuivies (-13 000), tandis que la construction a continué de créer des emplois (+12 000). Dans le tertiaire, les créations d'emplois ont nettement ralenti (+55 000 après +102 000 au 1^{er} trimestre) en raison principalement d'un tassement de l'intérim après la hausse très forte du 1^{er} trimestre. Dans le secteur non-marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a baissé au 2^{ème} trimestre, de façon très temporaire, de -23 000, après +19 000 le trimestre précédent. L'emploi total a ainsi ralenti au 2^{ème} trimestre de 2007 : +50 000 postes estimés, après un bond de +147 000 au trimestre précédent. Le total des créations d'emplois sur un an s'élève toutefois à +336 000 dont +299 000 créations d'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels. Le nombre d'inscrits à l'ANPE a continué de se replier, avec -74 000 demandeurs d'emploi en catégorie 1 sur le 2^{ème} trimestre de 2007, et -96 000 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues, reflétant la poursuite du redressement de l'emploi dans un contexte de population active ralentie. Le marché du travail a également continué de s'améliorer dans la zone euro, où le taux de chômage au sens du BIT a atteint 6,9 % de la population active fin juin 2007, après 7,1 % fin mars.

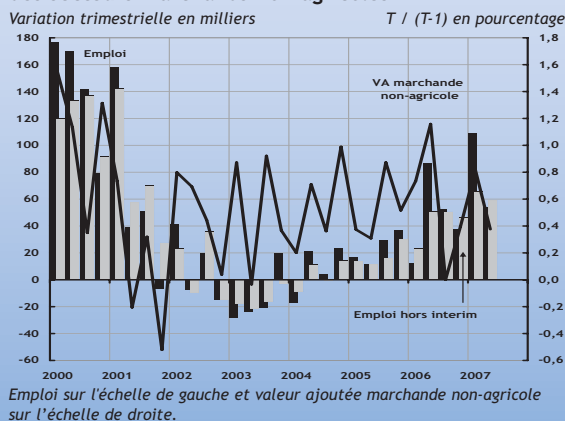
Le ralentissement de l'investissement et les échanges extérieurs ont pesé sur la croissance

La croissance en France s'est limitée à +0,3 % au 2^{ème} trimestre de 2007, après +0,6 % au 1^{er} trimestre. En glissement annuel, le PIB n'a ainsi augmenté que de +1,4 %. La demande intérieure hors stocks est restée assez dynamique, apportant une contribution de +0,5 point à la croissance, après +0,6 au trimestre précédent. Ce maintien de la demande intérieure a été principalement alimenté par la bonne tenue de la consommation des ménages (+0,6 %, après +0,5 % au 1^{er} trimestre). En revanche, l'investissement des entreprises a connu un ralentissement inattendu (+0,4 %), rompant avec le dynamisme des derniers trimestres (+1,9 % au 4^{ème} trimestre de 2006 et +1,4 % au 1^{er} trimestre de 2007).

La faible progression des importations observée depuis le milieu de 2006 (+0,6 % au 1^{er} trimestre de 2007, après -0,5 % et +0,9 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de 2006), qui coïncidait avec une demande des ménages moins soutenue, a été suivie au 2^{ème} trimestre de 2007 par une accélération marquée à +1,9 %. Dans le même temps, les exportations ont connu une progression plus limitée, avec +0,9 % au 2^{ème} trimestre de 2007, après +1,4 % au trimestre précédent. Au total, les échanges extérieurs ont à nouveau pesé sur la croissance au 2^{ème} trimestre (-0,3 point), après l'amélioration constatée depuis fin 2006 (+0,0 point au 4^{ème} trimestre de 2006 et +0,2 point au 1^{er} trimestre de 2007).

Enfin, la légère reconstitution des stocks au 2^{ème} trimestre a contribué à relever la croissance à hauteur de +0,1 point.

Graphique 1
Emploi et valeur ajoutée
des secteurs marchands non-agricoles



Sources :
Dares, Insee, Unédic.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES
ET DE LA SOLIDARITÉ

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

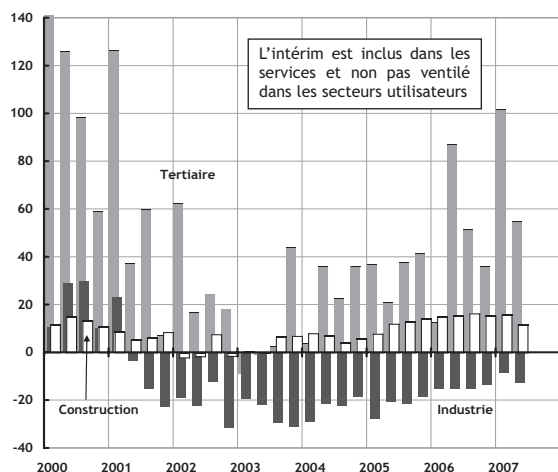
Milliers / cvs Fin de trimestre	2007	2006				2007			2006	2007	
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	
	Niveau	Variation trimestrielle									En %
Secteurs marchands (1)	15 892	12	87	52	38	109	54			1,1	1,6
<i>Dont</i>											
Industrie	3 700	-15	-15	-15	-13	-9	-13			-1,8	-1,3
Construction	1 440	15	15	16	15	16	12			4,3	4,3
Tertiaire	10 753	12	87	51	36	102	55			1,7	2,3
<i>dont intérim</i>	665	-12	36	2	-9	43	-5			7,7	5,0
Autres (2)	9552	23	24	25	25	38	-4			0,9	0,9
<i>Dont</i>											
Non-marchand aidé (3)	286	11	-6	11	3	19	-23			4,2	3,6
Non-marchand privé (4)	2 056	5	10	9	16	15	6			1,5	2,3
Emploi total	25444	35	111	77	63	147	50			1,0	1,3
<i>Dont</i>											
Emploi salarié des Secteurs concurrentiels (1)+(4)	17 949	17	97	62	54	123	60			1,1	1,7

Sources : Dares, Insee, Unédic.

- (1) Secteurs principalement marchands non-agricoles (EB-EP).
 (2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs, emplois aidés des secteurs principalement non-marchands.
 (3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes, revenu minimum d'activité (RMA).
 (4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers



Sources : Dares, Insee, Unédic.

La croissance s'est également nettement tassée dans la zone euro au 2^{ème} trimestre de 2007 : la progression du PIB s'est limitée à +0,3 %, après +0,7 % au 1^{er} trimestre. Mesurée en glissement annuel, la croissance s'est ainsi repliée à +2,5 %, après +3,2 % au trimestre précédent.

Un emploi salarié marchand toujours dynamique, malgré le repli de l'intérim

En dépit du ralentissement de l'activité au 2^{ème} trimestre de 2007, l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles (SMNA) a continué de progresser, quoiqu'à un rythme plus modéré qu'au 1^{er} trimestre. L'emploi SMNA a ainsi crû de +54 000 au 2^{ème} trimestre de 2007, après +109 000 le trimestre précédent (graphique 1).

La baisse de l'emploi industriel hors intérim s'est poursuivie au 2^{ème} trimestre de 2007, à un rythme proche de celui observé au cours de l'année 2006, avec -13 000 postes au 2^{ème} trimestre, après -9 000 postes au 1^{er} trimestre de 2007 et une moyenne à -15 000 par trimestre en 2006. Les créations d'emplois dans la construction ont ralenti, à +12 000, après plus de quatre trimestres consécutifs au-dessus de +15 000.

Dans le tertiaire principalement marchand, hors intérim, l'emploi a continué à progresser à un rythme soutenu avec +60 000 postes au 2^{ème} trimestre de 2007, après +58 000 au 1^{er} trimestre et +44 000 au 4^{ème} trimestre de 2006.

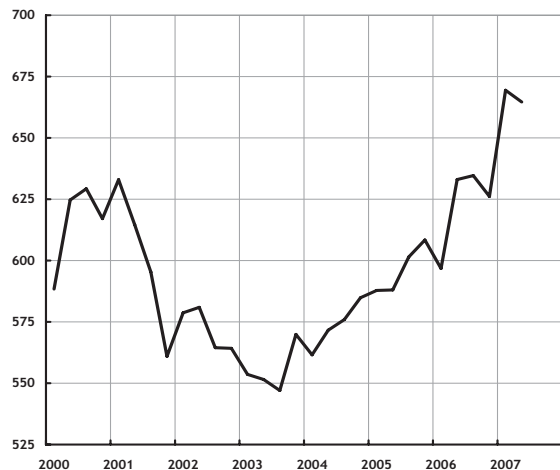
Les effectifs de l'intérim ont pour leur part diminué de -5 000 au 2^{ème} trimestre de 2007 après la progression très forte du 1^{er} trimestre de +43 000 intérimaires.

Après une hausse de +19 000 au 1^{er} trimestre, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non-marchand a baissé temporairement de -23 000 entre fin mars 2007 et fin juin 2007 en raison principalement de l'arrivée à échéance d'un nombre important de contrats d'avenir dans l'Education nationale en juin, destinés à être reconduits pour un grand nombre en juillet. L'emploi salarié privé des secteurs principalement non-marchands a progressé pour sa part de +6 000 au 2^{ème} trimestre de 2007, après +15 000 au trimestre précédent.

Au total, après prise en compte par ailleurs des évolutions possibles de l'emploi salarié agricole, de l'emploi non salarié et de l'emploi non aidé des secteurs non marchands, l'emploi dans l'ensemble de l'économie aurait progressé de +50 000 postes estimés au 2^{ème} trimestre de 2007, après +147 000 au 1^{er} trimestre. Sur un an, les créations nettes d'emplois se seraient ainsi élevées à +336 000 postes, soit +1,3 % en glissement annuel (tableau 1), dont +299 000 créations d'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (à savoir les secteurs mar-

Graphique 3
Emploi intérimaire

Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclarations des agences d'intérim).

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

	2006				2007				2006	2007
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)
	Variation trimestrielle en %								%	
Salaire Horaire de Base Ouvrier(1) (SHBO)	0,8	0,6	1,0	0,4	0,9	0,6			3,1	2,9
Salaire Mensuel de Base Ouvrier(1) (SMBO)	0,8	0,6	1,0	0,4	0,9	0,6			3,1	2,9
Salaire Mensuel de Base(1) (SMB)	0,9	0,6	0,8	0,3	0,9	0,6			2,9	2,7
Salaire Moyen Par Tête (2) (SMPT)	1,2	0,5	0,4	1,2	1,7	-0,1			3,5	3,2
Prix (3)	0,3	1,1	0,1	-0,1	0,1	1,0			2,0	1,1

Sources : Dares, Insee.

(1) : Données brutes
(2) : Données CVS
(3) - Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation d'ensemble.

chands non agricole et les entreprises et associations privées des secteurs non marchand).

Le ralentissement de la productivité se poursuit mais les salaires de base restent dynamiques

Dans les secteurs marchands non-agricoles, la productivité par tête s'est repliée au 2^{ème} trimestre de 2007 (-0,1 % en glissement annuel), poursuivant l'inflexion déjà observée au 1^{er} trimestre (+0,9 % en glissement annuel, après +1,1 % au 4^{ème} trimestre de 2006). Cette tendance confirme le repli des gains de productivité amorcé depuis un an (graphique 4), qui ont diminué bien en deçà des niveaux enregistrés sur la période 2003-2005.

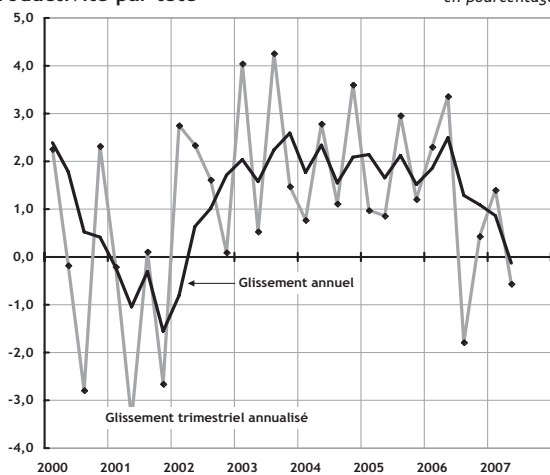
Dans le même temps, la hausse des salaires de base est restée stable. Le salaire mensuel de base (SMB) a progressé de +0,6 % en données brutes au 2^{ème} trimestre de 2007, maintenant son glissement annuel à +2,7 %, comme au trimestre précédent (tableau 2). Le glissement annuel du salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) est resté légèrement plus soutenu que celui du SMB à +2,9 %, comme au trimestre précédent (graphique 5).

La stabilité de la dynamique des salaires de base résulte de deux mouvements ayant des effets opposés. D'une part, la poursuite de l'amélioration de la situation du marché du travail soutient la progression des salaires. D'autre part, la fin de la convergence sur 2003-2005 des différents minima salariaux issus de la réduction du temps de travail a induit un net ralentissement des rémunérations minimales à partir de 2006. Sur la période de juillet 2003 à juillet 2005, les relèvements légaux du SMIC et des Garanties Mensuelles de Rémunération ont été de +4,4 % en moyenne pondérée annuelle, et ont conduit à d'importants effets de diffusion dans le bas de la hiérarchie salariale. L'année 2006 a été celle du retour au mécanisme traditionnel de revalorisation du Smic, avec un relèvement de +3,0 % au 1^{er} juillet, reflétant un « coup de pouce » de 0,3 point.

L'inflation s'est stabilisée à +1,1 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre de 2007. En l'absence de tensions inflationnistes sous-jacentes, ce maintien de l'inflation à un bas niveau, malgré le redressement du prix du pétrole, tient pour partie à l'appréciation de l'euro qui a limité le prix de nos importations. Conjugué à la stabilité du glissement annuel du SMB, le maintien de l'inflation à un niveau relativement bas a permis aux gains de pouvoir d'achat du SMB de rester soutenus: +1,6 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre de 2007, après +1,3 % puis +1,5 % au 4^{ème} trimestre de 2006 et au 1^{er} trimestre de 2007.

Les indicateurs de tensions sur le marché du travail ont continué de progresser dans les métiers industriels au 2^{ème} trimestre de 2007, en cohérence avec des destructions d'emplois dans l'industrie plus faibles depuis plusieurs trimestres. Cependant, les offres d'emploi qui favorisent aujourd'hui ce redressement ne présentent pas la même structure que celles enregistrées lors du précédent pic de 2000: la part des offres sur contrat court, de moins de 6 mois, y est nettement plus importante. Dans les métiers du bâtiment, les indicateurs de tensions sur le recrutement ont poursuivi le repli sensible qui s'était dessiné durant l'année 2006, suggérant que le ralentissement de l'emploi dans la construction observé au 2^{ème} trimestre de 2007 pourrait se poursuivre. Dans les métiers du tertiaire, les indicateurs de tensions

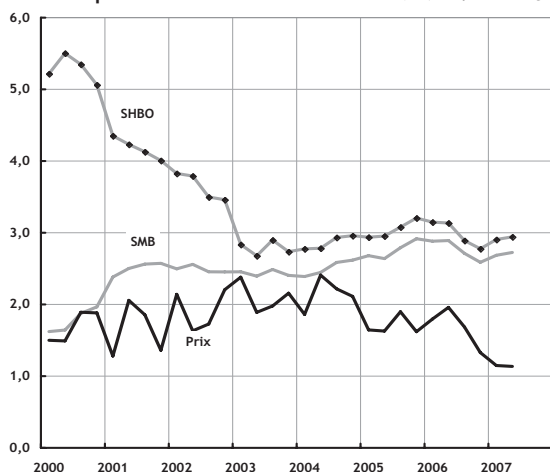
Graphique 4
Productivité par tête $T/(T-4)$ en pourcentage - $T/(T-1) \times 4$ en pourcentage



Champ : Secteurs principalement marchands non-agricoles.

Sources : Dares, Insee.

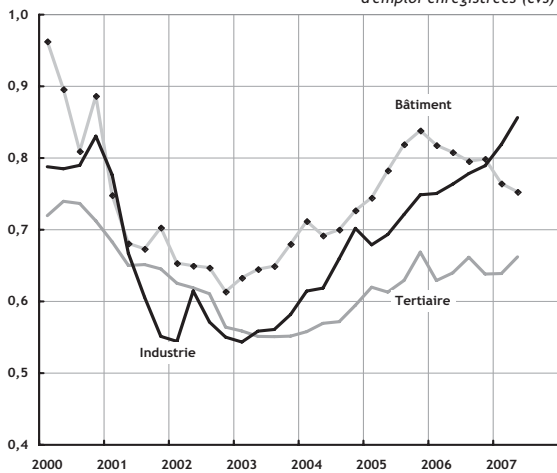
Graphique 5
Salaires et prix $T/(T-4)$ en pourcentage



Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 6
Difficultés de recrutement

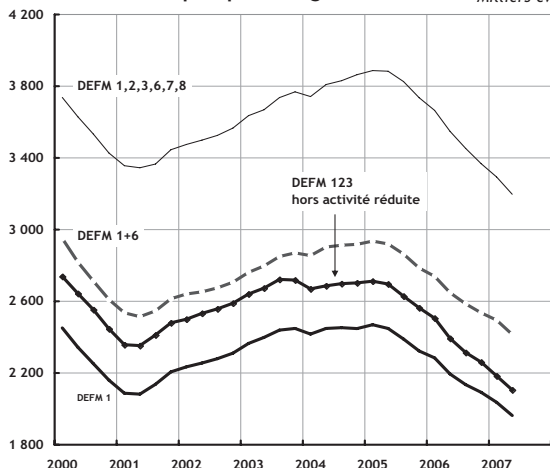
Ratio : offres d'emploi
enregistrées sur demandes
d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Dares, ANPE.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories

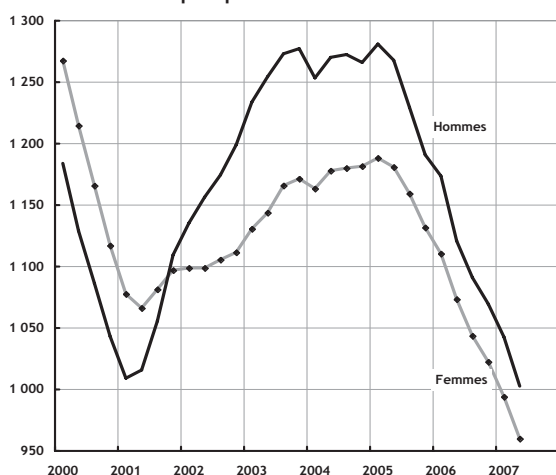
Milliers cvs



Sources : Dares, ANPE.

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe

Milliers cvs



Champ : DEFM 1.
Sources : Dares, ANPE.

sur le recrutement restent globalement stables depuis un an, au-delà des évolutions au trimestre le trimestre, reflétant une évolution parallèle des flux d'offre et de demande de main d'œuvre dans ce secteur (graphique 6).

Stabilité du nombre de bénéficiaires de dispositifs spécifiques de politique d'emploi

Au 2^{ème} trimestre de 2007, le total des effectifs de bénéficiaires de contrats aidés et de stages de formation est apparu en net retrait: -18 000 après une forte hausse de +47 000 au 1^{er} trimestre de 2007 (tableau 3). Cette baisse est cependant imputable pour l'essentiel aux Contrats d'Avenir (CAV), dont les sorties enregistrées au titre du mois de juin ont été très nombreuses. Ces contrats ont toutefois été reconduits en grande partie en juillet et le nombre de bénéficiaires de CAV a retrouvé alors son niveau de la fin du 1^{er} trimestre. Une fois pris en compte ce facteur de calendrier exceptionnel, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés est resté globalement stable par rapport au trimestre précédent.

Dans le secteur non-marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a reflué après la progression observée au 1^{er} trimestre de 2007: -23 000, après +19 000 au trimestre précédent. Les entrées en CAV ont un peu ralenti: 7 000 par mois en moyenne au 2^{ème} trimestre, après 8 000 au 1^{er} trimestre. La baisse sensible du nombre de bénéficiaires de CAV (-20 000) s'explique pour l'essentiel par les sorties massives de CAV enregistrées au mois de juin: -30 000 contre -4 000 en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année. Près de 20 000 sorties sont directement imputables à l'arrivée à échéance en juin des contrats signés à l'automne 2006 dans l'Éducation nationale. Ces contrats ont cependant été reconduits dès le mois de juillet, si bien que le reflux marqué du stock au cours du 2^{ème} trimestre n'a été que transitoire: le stock de CAV a d'ailleurs retrouvé à la fin juillet son niveau de la fin mars. Le nombre de bénéficiaires d'un Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE) a, quant à lui, augmenté de +3 000 au 2^{ème} trimestre après +22 000 au 1^{er} trimestre. Alors que les entrées en CAE sont restées vigoureuses au 2^{ème} trimestre, quoiqu'en retrait par rapport au trimestre précédent (près de 20 000 entrées par mois en moyenne au 2^{ème} trimestre après 24 000 au trimestre précédent), les sorties ont légèrement accéléré (19 000 sorties par mois en moyenne après 17 000 au trimestre précédent). Par ailleurs, le stock des anciens contrats CES, CEC et emplois jeunes a reculé de -5 000 bénéficiaires sur l'ensemble du trimestre, sous l'effet des dernières sorties de ces dispositifs.

Dans le secteur marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a continué de progresser au 2^{ème} trimestre de 2007, mais sur un rythme bien plus faible qu'au 1^{er} trimestre 2007: +6 000 après +29 000. Cette faible progression d'ensemble résulte de mouvements contrastés: augmentation du nombre de bénéficiaires d'une formation en alternance (+13 000), hausse du nombre de chômeurs créateurs d'entreprises aidés par le dispositif ACCRE (+8 000), reflux du stock de bénéficiaires du Contrat Initiative Emploi (CIE) (-20 000). Comme c'est le cas traditionnellement à cette période de l'année, les embauches dans le cadre de la formation en alternance sont en net retrait par rapport au deux derniers trimestres. Les entrées en Contrat de Professionnalisation se sont révélées cependant particulièrement dynamiques pour un 2^{ème} trimestre (27 000). Elles ont permis d'accroître le stock par rapport au trimestre précédent (+9 000). Le nombre d'apprentis a également continué d'augmenter au 2^{ème} trimestre (+4 000). Avec 16 000 contrats supplémentaires signés de la fin mars à la fin juin 2007, le nombre de jeunes apprentis a atteint 403 000 en données corrigées des variations saisonnières à la fin du 2^{ème} trimestre 2007, contre 381 000 à la fin du 2^{ème} trimestre de 2006. Au total, les formations en alternance contribuent à augmenter le nombre de bénéficiaires de contrats aidés du secteur marchand de +13 000. Le stock de bénéficiaires du CIE a pour sa part continué de baisser fortement (-20 000 après -25 000 au trimestre précédent). Au 2^{ème} trimestre de 2007, les embauches en CIE se sont limitées à 12 000 entrées. Le rythme des entrées observé n'est donc plus suffisant pour com-

Tableau 3

Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2006				2007				2006	2007
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées										
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	184	119	159	282	192	130			5,5	9,4
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	66	48	52	55	56	50			-5,5	2,1
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0				
Contrat initiative emploi	36	17	12	15	15	12				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	16	14	25	23	21	18				
Formations en alternance	91	41	80	200	99	43			18,3	5,5
Contrat d'apprentissage (3)	57	19	54	141	62	16				
Contrats de qualification et assimilés (4)	0	0	0	0	0	0				
Contrat de professionnalisation	35	22	26	59	38	27				
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	90	79	98	107	98	79			21,4	-0,1
<i>Dont</i> : CES et CEC	7	5	4	3	1	0				
Contrats Emploi Jeunes	1	1	1	1	1	0				
Contrats d'Avenir	16	16	32	29	24	20				
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	65	57	61	73	73	59				
Formation des demandeurs d'emplois	134	132	135	132	140	137			1,0	3,9
<i>Dont</i> : Action préparatoire au recrutement (a)	0	0	0	1	4	4				
Retraits d'activité	29	26	26	27	29	25			-4,8	-3,3
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	27	24	24	25	28	24				
Ensemble (5)	437	356	417	548	460	372			6,0	4,3
Ensemble hors abattement temps partiel	437	356	417	548	460	372				

Stocks de bénéficiaires	2007 T2				2007 T1				2006	2007	
	Stock	Variations trimestrielles des stocks			Stock	Variations trimestrielles des stocks					
Données cvs - Milliers et %									Stock T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 136	-41	6	-21	12	29	6			-8,0	2,3
<i>Dont</i> : Abaissement de coûts salariaux	358	-62	-12	-9	-1	-14	-14			-21,9	-9,5
Abattement temps partiel	0	-66	0	0	0	0	0				
Contrat initiative emploi	115	3	-16	-15	-12	-25	-20				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	126	-2	-4	2	7	4	2				
Formations en alternance	589	10	16	0	11	19	13			2,9	7,9
Contrat d'apprentissage (2)	403	6	9	-1	9	10	4				
Contrats de qualification et assimilés (3)	0	-20	-10	-15	-18	-4	0				
Contrat de professionnalisation	185	23	18	16	20	12	9				
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	286	11	-6	11	3	19	-23			4,2	3,6
<i>Dont</i> : CES et CEC	10	-30	-12	-8	-7	-6	-4				
Contrats Emploi Jeunes	19	-7	-7	-7	-7	-9	-1				
Contrats d'Avenir	66	14	8	23	15	11	-20				
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	191	34	5	4	2	22	3				
Formation des demandeurs d'emplois	240	1	1	4	-4	3	2			0,0	2,3
<i>Dont</i> : Action préparatoire au recrutement (a)	3	0	0	0	1	2	0				
Retraits d'activité	454	-6	0	-2	-1	-4	-3			-1,9	-2,2
<i>Dont</i> : Dispenses de recherche d'emploi	413	-1	4	1	2	-1	1				
Ensemble (5)	2 117	-34	1	-9	11	47	-18			-4,4	1,5
Ensemble hors abattement temps partiel	2 117	31	1	-9	11	47	-18				

(1) Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les données SEJE présentées pour le 1^{er} trimestre sont des estimations.

(3) Du fait du transfert de la responsabilité de l'enregistrement de la quasi-totalité de contrats d'apprentissage aux Chambres Consulaires depuis août 2006, les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés.

(4) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation.

(5) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en stage.

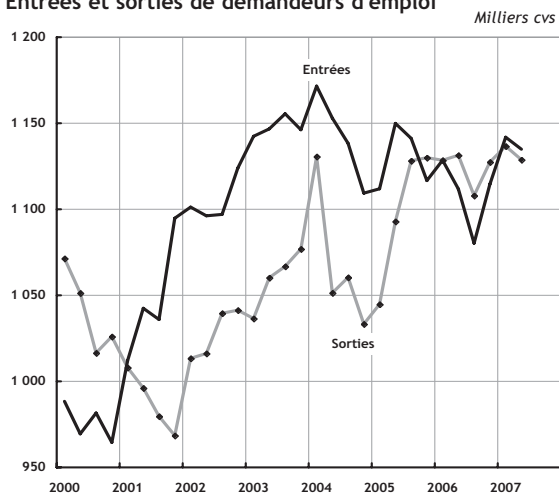
Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

penser les nombreuses sorties (-25 000 au 2^{ème} trimestre au titre du nouveau CIE et -7 000 au titre de l'ancien CIE). Le 2^{ème} trimestre de 2007, à l'instar du 1^{er} trimestre, a été marqué par l'arrivée à terme de nombreux CIE conclus fin 2005 pour une durée de 18 mois en moyenne et de CIE de 2006 de durée plus courte (12 mois en moyenne). Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un stage de formation à la fin du 2^{ème} trimestre de 2007 a légèrement augmenté (+2 000 par rapport au trimestre précédent). En revanche, le nombre des bénéficiaires d'un dispositif public de retrait d'activité a continué de diminuer (-3 000). Les conditions d'accès à ces dispositifs de retrait d'activité, en particulier les préretraites, ont en effet été durcies depuis 2003, en cohérence avec la volonté de favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail.

Poursuite de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a continué de diminuer au 2^{ème} trimestre de 2007, quelles que soient les catégories retenues (graphique 7). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) s'est ainsi replié de -74 000 au 2^{ème} trimestre de 2007, après -56 000 au trimestre précédent. Ce recul a été plus prononcé pour les hommes que pour les femmes : respectivement -40 000 et -34 000 (graphique 8). De son côté, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1,2,3 hors activité réduite s'est réduit de -78 000 au 2^{ème} trimestre de 2007, après -77 000 au trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 a quant à lui reculé de -96 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après -74 000 au trimestre précédent. De plus, la baisse du chômage de longue durée, entamée au second semestre de 2005, s'est poursuivie au 2^{ème} trimestre de 2007 à un rythme cepen-

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Pour des raisons tenant à la définition des entrées et sorties retenue par l'ANPE ainsi qu'à la méthode de correction des variations saisonnières (CVS), la différence entre les entrées et les sorties de catégorie 1 qui figurent sur ce graphique n'est pas comptablement égale à la variation du stock de DEFM1 représentée dans le graphique 7.

Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, ANPE.

Graphique 10
Part de licenciement, entrée en PAP anticipé ou en CRP dans les entrées de demandeurs d'emploi

En pourcentage



Entrées en DEFM 1 :

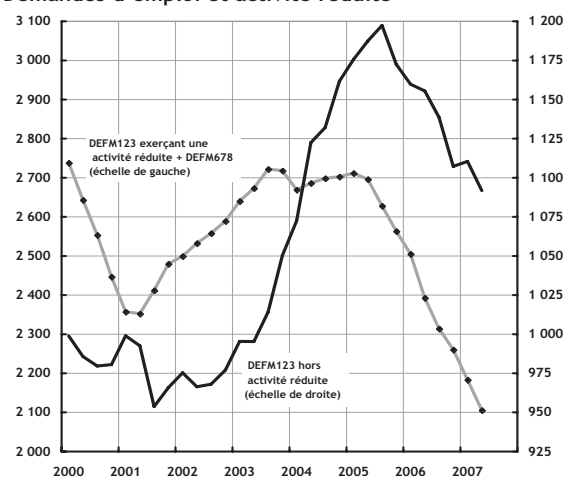
- en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou autre licenciement ou une convention de conversion ;

- en catégorie 4 et 5 en raison de l'entrée en PAP anticipé ou en CRP, en pourcentage de l'ensemble des entrées au chômage en catégories 1, 4 et 5.

Sources : Dares, ANPE.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite

Milliers cvs



Sources : Dares, ANPE.

tant moins prononcé qu'en début d'année: -40 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE, après -55 000 au 1^{er} trimestre.

Après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 2002 au 3^{ème} trimestre de 2006, et s'être redressées au cours des deux trimestres suivants, les entrées sur les listes de l'ANPE en DEFM1 ont légèrement diminué au 2^{ème} trimestre de 2007: -7 000, après +27 000 au 1^{er} trimestre (graphique 9). Dans un contexte de créations d'emplois dynamiques, les premières entrées ont continué à baisser au 2^{ème} trimestre de 2007. Elles ont atteint ce trimestre leur plus bas niveau depuis la fin de l'année 2004. Les entrées pour licenciement économique et pour autres licenciements ont également continué à diminuer dans des proportions importantes. Autre reflet de la bonne conjoncture sur le marché du travail, les entrées à l'ANPE en catégorie 1, 4 et 5 suite à un licenciement, une entrée en Pare-PAP anticipé ou une entrée en convention de reclassement personnalisée (CRP) ont poursuivi leur repli rapide (graphique 10). Dans ce contexte favorable, la nette augmentation des entrées pour fin de mission d'intérim, conséquence mécanique de l'arrivée à terme des très nombreux contrats d'intérim signés au 1^{er} trimestre de 2007, a toutefois limité la baisse des inscriptions en catégorie 1 à l'ANPE.

Les sorties des listes de l'ANPE ont également légèrement diminué au 2^{ème} trimestre de 2007: -8 000, après +9 000 au 1^{er} trimestre de 2007, pour les DEFM 1. Les sorties pour reprises d'emploi, en forte diminution, ont le plus contribué à cette baisse. Malgré une légère baisse, les sorties pour motif d'absence au contrôle ou de radiation administrative sont pour leur part restées élevées au 2^{ème} trimestre de 2007. La mise en place des entretiens mensuels à l'ANPE dans le cadre du suivi renforcé des demandeurs d'emploi contribue à expliquer la forte hausse des sorties pour radiations administratives enregistrée depuis le début de l'année 2006 [6] [7]. Par ailleurs, la progression de l'emploi au 2^{ème} trimestre de 2007 pourrait expliquer en partie le niveau relativement élevé des sorties pour absence au contrôle observé: environ la moitié de ces sorties correspond d'ordinaire à des reprises d'emploi non-déclarées, selon l'enquête « Sortants » réalisée chaque année par l'ANPE et la Dares (1).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite a diminué au 2^{ème} trimestre de 2007, prolongeant une baisse quasi-continue depuis l'été 2005: -19 000 demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite au 2^{ème} trimestre de 2007, après +3 000 au 1^{er} trimestre de 2007 et -31 000 au 4^{ème} trimestre de 2006 (graphique 11).

Les Inspections générales des Finances et des Affaires sociales ont remis le 24 septembre dernier le rapport que le gouvernement leur avait demandé en vue de « dresser un état des lieux des concepts et méthodes d'évaluation en vigueur et d'en apprécier la fiabilité », et de formuler des propositions pour améliorer les modalités d'établissement des données françaises sur le chômage. Comme le recommande ce rapport, l'Insee et la Dares ont décidé l'arrêt de la publication d'estimations mensuelles du taux de chômage au sens du BIT (voir encadré). La publication par l'Insee d'une nouvelle série de taux de chômage trimestriel au sens du BIT tirée de l'enquête Emploi jusqu'au 1^{er} semestre de 2007 est prévue pour la première quinzaine de novembre.

Le marché du travail européen continue de s'améliorer

Le PIB de la zone euro a progressé de +0,3 % au 2^{ème} trimestre de 2007, après +0,7 % au trimestre précédent. En glissement annuel, la croissance du PIB de la zone euro a ainsi ralenti à +2,5 %, après +3,2 % au 1^{er} trimestre de 2007. Au-delà de ce ralentissement, le maintien d'une conjoncture favorable a favorisé la poursuite de l'amélioration du marché du travail européen: le taux de chômage de la zone euro s'est replié à 6,9 % fin juin 2007, un plus bas niveau historique depuis le début des années 1980, après 7,1 % fin mars 2007.

(1) - Enquête auprès des individus sortants des listes de demandeurs d'emploi de l'ANPE, permettant notamment de préciser le motif réel de sortie.

Tableau 4

Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2007		2006				2007			2006	2007	
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Glissement annuel	%	
Catégorie	Niveau										Variation trimestrielle	
DEFM 1	1963	-39	-90	-60	-43	-56	-74				-10,4	-10,6
DEFM 1+6	2415	-47	-92	-62	-50	-41	-80				-9,3	-8,8
DEFM 1+2+3 hors AR	2106	-58	-113	-78	-54	-77	-78				-11,3	-12,0
DEFM 1+2+3+6+7+8	3198	-71	-117	-95	-85	-74	-96				-8,6	-9,9
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	303	-10	-16	-21	-27	-34	-26				-11,3	-26,3
2 à 3 ans d'ancienneté	120	-1	-3	-6	-6	-14	-9				-9,6	-22,0
Plus de 3 ans d'ancienneté	115	0	-1	-1	-2	-8	-5				3,0	-11,7
Ensemble des CLD	538	-11	-20	-27	-34	-55	-40				-8,6	-22,6

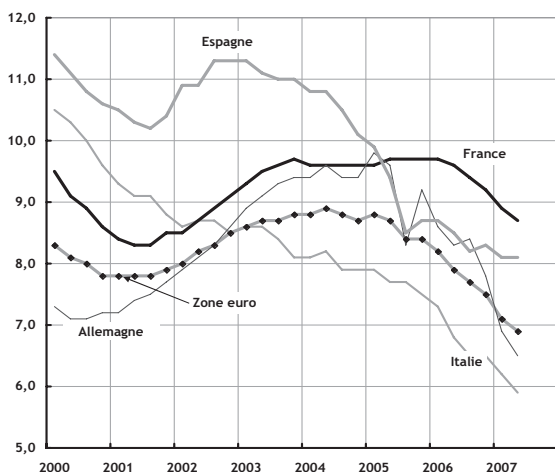
Sources :
Dares, ANPE,
Insee.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite (AR) de plus de 78 heures dans le mois et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

Graphique 12

Taux de chômage en zone euro

En pourcentage



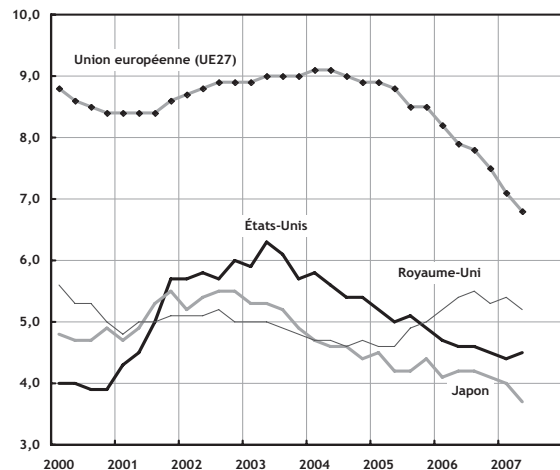
NB : pour la France, estimation provisoire fondée sur les résultats provisoires de l'enquête Emploi 2006, non labellisés par l'Insee.

Source : Eurostat.

Graphique 13

Taux de chômage dans le monde

En pourcentage



Source : Eurostat.

L'Allemagne a bénéficié d'une croissance équivalente à celle de la moyenne de la zone euro au 2^{ème} trimestre de 2007 : le PIB allemand a progressé de +0,3 %, après +0,5 % au trimestre précédent. Alors que la consommation des ménages s'est redressée au 2^{ème} trimestre, après le flottement enregistré au 1^{er} trimestre à la suite de la hausse de la TVA, sur un an la croissance allemande reste principalement tirée par les exportations et l'investissement des entreprises. Dans ce contexte relativement porteur, le taux de chômage au sens du BIT a continué à se replier rapidement : 6,5 % fin juin 2007, après 6,9 % fin mars 2007 (graphique 12). Toutefois, ces évolutions trimestrielles du taux de chômage allemand doivent être prises avec beaucoup de prudence. En effet, pour comp-

tabiliser le nombre de chômeurs, une nouvelle enquête téléphonique a été mise en place en 2005 : celle-ci nécessite le recours à une méthode de correction des variations saisonnières encore provisoire, à l'origine d'une volatilité particulière de l'indicateur de taux de chômage allemand.

En Italie, le PIB a encore ralenti au 2^{ème} trimestre de 2007 (+0,1 %), après un 1^{er} trimestre déjà décevant (+0,3 %) et après la forte croissance de +1,1 % du 4^{ème} trimestre de 2006. L'amélioration du marché du travail s'est encore poursuivie au 2^{ème} trimestre de 2007 : le taux de chômage au sens du BIT a baissé à 5,9 % fin juin 2007, après 6,2 % fin mars et 6,5 % fin décembre 2006. En Espagne, la croissance est restée soutenue (+0,9 %, après +1,0 % au 1^{er} trimestre) mais le taux de chômage est resté stable, à 8,1 % fin juin 2007.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB est restée soutenue au 2^{ème} trimestre de 2007 : +0,8 %, après +0,8 % au 4^{ème} trimestre de 2006 et +0,7 % au 1^{er} trimestre de 2007. Grâce à cette croissance solide, le taux de chômage s'est enfin replié ce trimestre, atteignant 5,2 % fin juin 2007, après 5,4 % fin mars (graphique 13).

Aux États-Unis, la croissance s'est nettement redressée au 2^{ème} trimestre de 2007 (+1,0 % après +0,2 % au 1^{er} trimestre), malgré la poursuite de la chute de l'investissement en logement et une faible progression de la consommation privée. Ce rebond, qui pourrait n'être que temporaire, n'a pas permis au taux de chômage américain de poursuivre sa baisse : ce dernier est remonté à 4,5 % fin juin 2007, après 4,4 % fin mars.

Au Japon, la croissance s'est très nettement repliée au 2^{ème} trimestre de 2007 : +0,1 %, après +0,8 % au trimestre précédent. Ce tassement de l'activité n'a pas empêché un nouveau repli assez significatif cette fois-ci, du taux de chômage à 3,7 % fin juin 2007, après 4,0 % fin mars.

Dares*

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Fanny Mikol et Augustin Vicard, composée de :

Jean-Baptiste Berry, Anne-Juliette Bessone, Olivier Biau, Jérôme Domens, Christine Lagarenne, Pierre Lamarche, Nathalie Dubreu, Monique Meron, Olivier Monneraye, Juliette Ponceau, Fabien Toutlemonde et Xavier Viney.

LES CHIFFRES DU CHÔMAGE AU SENS DU BIT

Une statistique fournie par l'exploitation de l'enquête Emploi de l'Insee

Est chômeur au sens du BIT une personne à la recherche d'un emploi (ce qui suppose des démarches actives de recherche d'emploi), immédiatement disponible et n'ayant pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence. Ce concept est naturellement limitatif (il ne permet pas d'approcher le « halo » du chômage) mais il présente l'avantage de permettre des comparaisons internationales.

Seule l'enquête Emploi de l'Insee permet de mesurer ce concept via une batterie de questions conçues spécialement pour appréhender finement la réalité des démarches de recherche d'emploi, la disponibilité effective, etc. Pour autant, il existait jusqu'à présent deux estimations du chômage en moyenne annuelle fondées sur les résultats de l'enquête Emploi : l'une effectuée par l'Insee, l'autre par Eurostat. Ainsi, le taux de chômage au sens du BIT s'établissait, en moyenne annuelle pour 2005, à 9,9% selon l'Insee et 9,7% selon Eurostat.

Ces divergences entre les estimations de l'Insee et d'Eurostat provenaient en majeure partie d'un effet de champ (Eurostat estime un taux de chômage pour l'ensemble de la France métropolitaine et les départements d'outre mer (DOM), tandis que l'Insee se cantonnait jusqu'à présent à la métropole), et d'interprétations différentes des critères de disponibilité effective et de démarches actives de recherche d'emploi. En particulier, l'Insee considérait jusqu'à présent que la seule inscription à l'ANPE était une preuve de recherche d'emploi suffisante pour justifier le classement en chômeur BIT, contrairement à Eurostat qui se fonde sur une exploitation des réponses à l'enquête Emploi sur ce sujet.

Des estimations désormais trimestrielles fondées uniquement sur l'enquête Emploi de l'Insee

Jusqu'en août 2007, l'Insee et la Dares publiaient mensuellement une estimation mensuelle du taux de chômage au sens du BIT, calculée par la synthèse de deux sources : d'une part l'enquête Emploi, et d'autre part les statistiques des DEFM en catégorie 1, 2 ou 3 hors activité réduite, issues des données de l'ANPE, qui fournissaient le profil mensuel d'évolution des séries. Pour 2006 et 2007, ces estimations mensuelles du taux de chômage BIT étaient en outre provisoires dans l'attente du calage annuel sur les résultats de l'enquête Emploi pour 2006.

Les Inspections générales des Finances et des Affaires sociales ont remis le 24 septembre le rapport que le gouvernement leur avait commandé en vue de « dresser un état des lieux des concepts et méthodes d'évaluation en vigueur et d'en apprécier la fiabilité » et de formuler des propositions pour améliorer les modalités d'établissement des données françaises sur le chômage. Comme le recommande ce rapport, l'Insee et la Dares ont décidé l'arrêt de la publication d'estimations mensuelles du taux de chômage au sens du BIT. Cet arrêt a pris effet dès la fin du mois de septembre 2007. En effet, les différents travaux menés depuis le début de l'année par l'Insee (publiés dans la Note de conjoncture de juin) et par la Dares ([7],[11]) montrent que la méthode habituelle d'estimation mensuelle du chômage BIT n'est plus adaptée, compte tenu des fortes divergences d'évolution constatées entre les résultats de l'enquête emploi et les chiffres des DEFM. Les statistiques de chômage au sens du BIT seront désormais uniquement calculées à partir des résultats de l'enquête Emploi. Faisant écho aux propositions du rapport IGF-IGAS, l'Insee se mettra prochainement en mesure de publier chaque trimestre les résultats de l'enquête Emploi. Afin de faciliter les comparaisons avec les indicateurs de chômage publiés par Eurostat, l'Insee adoptera dans ces publications les mêmes critères qu'Eurostat pour le calcul du taux de chômage trimestriel. D'une part, il s'alignera sur l'interprétation communautaire de la « démarche active de recherche d'emploi ». D'autre part, l'Insee publiera également un taux de chômage BIT sur un champ élargi de la France métropolitaine et des départements d'outre mer.

Références

- [1] Ponceau, J., Domens, J. [2007] « L'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2007 » *Premières Informations*, n°38.2, septembre.
- [2] Domens, J. [2007] « L'emploi intérimaire au 2^{ème} trimestre 2007 » *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Dubreu, N. [2007] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 2^{ème} trimestre 2007, résultats définitifs » *Premières Informations*, n°39.5, septembre.
- [4] Dares [2007-1] « Le marché du travail en juillet 2007 » *Premières Informations*, n°36.1, août.
- [5] Dares [2007-2] « Les tensions sur le marché du travail au 2^{ème} trimestre 2007 » *Premières Informations*, à paraître.
- [6] Dares [2007-3] « L'évolution du chômage au premier semestre 2006 » *Premières Informations*, n°11.1, mars.
- [7] Dares [2007] « Le marché du travail au second semestre 2006 » *Premières Informations*, n°34.1, août.
- [8] Dares [2007-4] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au premier trimestre 2007 – L'emploi prend le large » *Premières Informations*, n°33.1, août.
- [9] Acoiss [2007] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 2^{ème} trimestre 2007 » *Acoiss Stat – Conjoncture* n°54, juin.
- [10] Eurostat [2007] « Août 2007 : Le stable à 6,9 % dans la zone euro. Baisse à 6,7 % dans l'UE27 » *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°132/2007, octobre.
- [11] Dares [2007-08] « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi 2005 à la fin 2006 » *Document d'étude*, n°128, août.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi et le Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43

Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétaire de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : *La Documentation française*, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00
www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 122 €, CEE (TTC) 129 €, DOM-TOM et RP (HT, avion éco.) : 127,50 €, hors CEE (HT, avion éco.) 131,60 €, supplément avion rapide : 8,05 €.

Publicité : Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.